

## MIGRANT.E.S ET REFUGIÉ.E.S EN LIBYE

### 10/05/2022 - 24/05/2022

- [120 personnes](#) ont été repoussées par les autorités libyennes après que Malte les a laissées à la dérive pendant plus de deux jours dans sa zone SAR.
- Le 12 mai 2022, Alarm Phone a signalé qu'environ [70 personnes](#) étaient en situation de détresse urgente au large des côtes de Zuwara, toutes les personnes étant tombées à l'eau. Les autorités libyennes ont déclaré avoir secouru toutes les personnes et les avoir ramenées en Libye, mais il n'y a aucun moyen de confirmer que tout le monde a été sauvé et aucune victime n'a été enregistrée.
- Le 11 mai 2022, Alarm Phone a signalé la présence de [18 personnes](#) en détresse au large de Benghazi. En raison d'une mauvaise communication, ils n'ont pas été en mesure de fournir la position GPS. Ils ont informé les autorités, mais personne n'est intervenu. Le sort de ces personnes reste inconnu.

### 05/04/2022-10/05/2022

- Jusqu'à présent, en 2022, [4,461 personnes](#) ont été interceptées par les autorités libyennes et ramenées en Libye.
- Le 6 mai 2022, Alarm Phone a signalé un cas de détresse au large des côtes libyennes où [34 personnes](#) risquaient de chavirer en raison des vents violents et des fortes vagues. Malgré de multiples alertes, aucune autorité étatique n'est intervenue. Un navire marchand allemand se trouvait à proximité mais n'a pas pu transférer les personnes à bord en raison des mauvaises conditions de la mer. Finalement, après plus de 3 jours en mer, les personnes ont été secourues par le navire de sauvetage Sea-Eye 4.
- La Cour pénale internationale a [publié](#) le Vingt-troisième rapport du Procureur de la Cour pénale internationale au Conseil de sécurité des Nations Unies en application de la résolution 1970 (2011) : « *Un large éventail d'informations crédibles indiquant que des migrant.e.s et des réfugié.e.s en Libye ont été soumis à des détentions arbitraires, des exécutions illégales, des disparitions forcées, de torture, de violences sexuelles et sexistes, d'enlèvement contre rançon, d'extorsion et de travail forcé. L'évaluation préliminaire du Bureau est la suivante que ces crimes peuvent constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.* »

- Le commissaire européen **Francisco Gaztelu Mezquiriz** a [déclaré](#) que le travail de la Commission avec les garde-côtes libyens est fondé sur le principe de "ne pas nuire" et suit une ligne humanitaire, malgré les nombreuses preuves montrant comment les garde-côtes utilisent la violence et les abus au cours de leurs opérations.
- Les forces de sécurité libyennes ont effectué des [raids](#) dans les maisons des migrants à Zuwara et ont capturé environ 300 personnes, qui ont été envoyées au centre de détention d'**Ain Zara**.
- Le 15 avril 2022, l'OIM a signalé un [nauffrage](#) survenu au large des côtes libyennes où 6 personnes sont mortes et 29 sont toujours portées disparues.
- Le 10 avril 2022, l'OIM Libye a signalé qu'un bateau avec [20 migrant.e.s](#) à bord a chaviré au large des côtes libyennes : 2 personnes ont été secourues, 4 corps ont été retrouvés et 14 personnes sont toujours portées disparues.
- Migrant Rescue Watch a signalé que les autorités libyennes ont [intercepté](#) 217 migrant.e.s lors de trois opérations différentes et les ont débarqués à Zawiya.

## **22/03/2022-05/04/2022**

- Entre le 27 mars et le 2 avril 2022, [362 migrant.e.s](#) ont été interceptés en mer et renvoyés de force en Libye par les **soit-disant garde-côtes libyens**.
- Le 1er avril 2022, au moins 11 personnes - 7 femmes et 4 enfants - [sont mortes](#) au large de la Libye. Ils voyageaient sur un bateau avec environ [145 personnes](#) à bord, à la dérive depuis de nombreuses heures. Le bateau a été intercepté par les soi-disant garde-côtes libyens et les personnes ont été renvoyées de force en Libye.
- Au 4 avril 2022, [113 personnes](#) sont actuellement à bord du navire de sauvetage de **Médecins sans frontières**, après un sauvetage critique et six jours à bord, en attente d'un port de débarquement sûr.
- Le 2 avril 2022, le navire **ALEGRIA1** a [sauvé](#) 4 personnes d'un bateau qui a chaviré dans les eaux internationales près de la Libye. Les quatre survivants ont été renvoyés de force en Libye.
- Alarm Phone a été informé qu'au moins 30 personnes sont en [détresse](#) en mer au large de la Libye.
- Dimanche 3 avril, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, [Filippo Grandi](#), a déclaré que plus de 90 personnes s'étaient noyées dans une nouvelle tragédie en **Méditerranée centrale** et a fait allusion aux "deux poids deux mesures" adoptés par les pays européens sur la question des réfugié.e.s.
- Des enquêteurs de l'ONU [dénoncent](#) une torture généralisée dans les centres de détention et mènent des investigations sur l'existence de [fosses communes](#) de migrant.e.s.

- Le 31 mars, le navire des soit-disant garde-côtes libyens "Ras Jadar" a [secouru](#) environ 140 migrants et récupéré 10 corps d'un bateau pneumatique lourdement surchargé au large de **Qaraboli**.
- Le 30 mars, l'Allemagne [a annoncé](#) que son armée ne dispenserait plus de formations à destination des gardes côtes libyens, en raison du traitement infligé par ces derniers aux migrant.e.s dans le pays.
- Le 25 mars, le navire de l'ONG [SOS Méditerranée](#), l'Ocean Viking, a porté secours à 128 migrant.e.s à bord. Deux victimes sont à déplorer et un seul corps a pu être récupéré. Le 28 mars, [les 109 survivants](#) ont pu débarquer à **Augusta**, en **Sicile**.
- Le 24 mars, avec l'aide de l'International Federation of Red Cross [30 personnes](#) ont été secourues au large de la Libye.
- Le 22 mars 2022, des [organisations](#) de la société civile libyenne, régionale et internationale ont envoyé une lettre ouverte à l'entreprise de médias sociaux pour lui demander de prendre des mesures immédiates afin de mettre fin à une campagne de diffamation en ligne visant les défenseurs des droits humains en Libye, qui met leur vie en réel danger.
- Alarm Phone et d'autres organisations ont dénoncé la [mort de Samy](#), qui est décédé le 30 mars 2022, à la suite de tortures dans un camp libyen, après avoir été intercepté et renvoyé de force en Libye.

#### **08/03/2022 - 22/03/2022**

- Entre le 6 et le 11 mars 2022, 158 migrant.e.s ont été [interceptés](#) et renvoyés illégalement en Libye. Rien qu'en 2022, plus de 3 000 migrants ont été interceptés par les soit-disant **garde-côtes libyens** et renvoyés en Libye.
- [Selon l'OIM](#), au cours des deux premières semaines de mars, au moins 70 migrant.e.s ont disparu en mer et sont présumés morts au large des côtes libyennes. Le 12 mars 2022, [au moins 20](#) migrants sont morts dans un naufrage au large de la Libye. Les patrouilles des forces navales spéciales libyennes continuent de [récupérer les corps](#) des victimes de ce naufrage.
- Le 14 mars 2022, le Croissant-Rouge libyen a [récupéré](#) 2 corps non identifiés de migrants échoués sur le rivage dans la région de **Dahla**. Les dépouilles ont été transférées à la morgue de l'hôpital universitaire de **Zawiya** pour l'achèvement de la procédure.

#### **23/02/2022 - 08/03/2022**

- Le 4 mars 2022, l'équipage du Seabird de l'ONG Sea Watch a assisté à un [refoulement par procuration illégal](#) d'environ 200 personnes, impliquant probablement Frontex.

- Entre les 5 et 6 mars 2022, le navire GeoBarents de l'ONG MSF a [secouru](#) plus de 110 personnes en détresse en mer. Un navire marchand français a secouru [26 autres personnes](#) en détresse.
- Des migrant.e.s, des demandeur.se.s d'asile et des réfugié.e.es [continuent](#) de manifester pacifiquement devant le siège du HCR à Tripoli pour demander une protection.
- Le 2 mars 2022, Alarm Phone a publié son [analyse de la Méditerranée centrale](#), couvrant la période entre juillet et décembre 2021, témoignant d'un « nouveau niveau de brutalité » contre les migrant.e.s.
- L'avion Sea Bird de Sea Watch a été témoin d'un [repli](#) des garde-côtes libyens où des dizaines de personnes ont été impliquées.
- Jusqu'à présent en 2022, [2.481 personnes](#) ont été interceptées par les garde-côtes libyens.
- The New Arab a [publié](#) un article qui analyse le rôle des garde-côtes libyens. Malgré l'instabilité politique du pays et les nombreuses preuves de violations des droits humains commises par des membres des garde-côtes, les garde-côtes libyens restent à ce jour la seule institution du pays à avoir été systématiquement réhabilitée depuis 2011. À l'intérieur de la Libye, la population est divisée lorsqu'il s'agit des garde-côtes : beaucoup critiquent leur travail, mais d'autres, en particulier les jeunes Libyens qui ont besoin de revenus, finissent souvent par travailler pour des services de sécurité comme les garde-côtes.
- EuroMed Droits a rédigé une contribution pour le rapport du Rapporteur spécial sur les violations des droits humains aux frontières internationales : tendances, prévention et responsabilité, disponible sur ce [lien](#).
- Le 18 février 2022, l'appareil de soutien à la stabilisation libyen (un organisme de sécurité distinct doté d'un équipement naval similaire à celui des garde-côtes) a [intercepté](#) un bateau avec 80 personnes à bord et a tué une personne, tout en blessant plusieurs autres.

### **08/02/2022 - 22/02/2022**

- Le 19 février 2022. Alarm Phone a alerté environ [68 personnes](#) en détresse dans la zone SAR maltaise. Pendant plusieurs heures, aucune autorité n'est intervenue jusqu'à ce qu'elles soient interceptées par les soi-disant garde-côtes libyens.
- Le 11 février 2022, Alarm Phone a signalé qu'environ [50 personnes](#) se trouvaient en détresse au large des côtes libyennes. Après de nombreuses heures à partir de l'émission du signal de détresse, les personnes ont été interceptées par les soi-disant garde-côtes libyens.
- Certain.e.s réfugié.e.s détenu.e.s dans la prison d'Ain Zara, lors des raids de janvier dernier, ont entamé une [grève de la faim](#) pour protester contre les conditions horribles dans lesquelles ils.elles vivent.

- Un article du Mixed Migration Center [montre](#) que certaines nationalités de migrant.e.s sont plus susceptibles d'être interceptées en mer par les soi-disant garde-côtes libyens que d'autres. En effet, les principales nationalités au départ de la Libye sont les Soudanais, les Bangladais et les Maliens. Mais outre les Bangladais, les Maliens et les Soudanais ne sont pas les principales nationalités des arrivées en Italie. Selon les données, il semble que la probabilité d'être intercepté par les garde-côtes libyens soit de 71% pour les Soudanais et les Maliens, et de 31% pour les Bangladais.
- L'ICMDP a [organisé](#) un atelier à Tripoli pour les nouveaux points focaux libyens des processus de Rabat et de Khartoum.

## 25/01/2021-08/02/2022

- Oxfam a dénoncé qu'en 2021, plus de [20 000 migrants](#) renvoyés en Libye par les garde-côtes libyens ont été portés disparus. Beaucoup d'entre eux finissent par être détenus dans des centres informels et leurs traces sont perdues.
- La journaliste **Sara Creta** a [rapporté](#) qu'un millier de migrant.e.s ont été collectivement expulsés à la frontière sud de la Libye vers le **Niger**.
- Associated Press a [obtenu](#) une fuite d'un rapport distribué en janvier aux responsables de l'UE par **Stefano Turchetto**, le chef de la mission militaire de l'UE (opération Irini). Le rapport reconnaît le recours excessif de la force par les autorités libyennes à l'encontre des migrant.e.s et cite le cas d'une interception en mer effectuée par les garde-côtes libyens, qui ont utilisé des tactiques "jamais observées auparavant et non conformes à la formation (de l'UE) ... ainsi qu'à la réglementation internationale". Le rapport reconnaît également les limites du programme de formation de l'UE en raison de la situation politique du pays. Malgré ces préoccupations, l'UE reste déterminée à poursuivre ses relations avec les autorités libyennes en matière de gestion des migrations.
- Le 27 janvier 2022, la commission DROI du **Parlement européen** a organisé un [échange de vues](#) sur "la situation des droits humains en Libye et les droits fondamentaux des migrants". Les intervenants ont présenté le [rapport](#) du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) intitulé "Unsafe and Undignified : L'expulsion forcée des migrants de Libye", et le rapport de la mission d'enquête indépendante des Nations Unies sur la Libye ([FFM](#)). Parmi les intervenant.e.s figuraient des représentant.e.s du Service d'action extérieure de la Commission européenne et le chef de la délégation de l'UE en Libye.

## 11/01/2022-25/01/2022

- Le 22 janvier 2022, Alarm Phone a partagé un appel de détresse provenant d'un bateau au large des côtes libyennes avec 24 personnes à bord. Des avions de la mission "Irinia" d'*EunavforMed* et les autorités maltaises ont vérifié le bateau mais personne n'est intervenu, jusqu'à ce que les personnes [soient refoulées](#) par les soi-disant garde-côtes libyens plusieurs heures plus tard.
- Le 19 janvier 2022, le bateau de sauvetage *Louise Michel* a assisté à un [refoulement](#) des garde-côtes libyens qui ont tiré sur une personne ayant sauté dans l'eau. Il n'est pas certain que la personne ait été touchée.
- Un [nouveau MRCC](#) (Maritime Rescue Coordination Centre) est en cours de construction à **Tripoli**. Le centre est financé par le budget de l'UE à hauteur de 15 millions d'euros. Le centre sera construit par une société italienne et l'équipement a déjà été transporté en Libye avec le navire militaire italien *San Giorgio*. Les autorités italiennes seront également présentes dans le centre pendant 48 mois pour former le personnel libyen.
- Le 10 janvier 2022, des milices libyennes ont fait un [raid](#) dans les installations informelles d'environ 1 000 réfugié.e.s à Tripoli, devant le bureau du **HCR**, où ils.elles protestent depuis plus de trois mois. La [violence](#) a été utilisée contre les réfugié.e.s, des personnes ont été battues, [abattues](#) et des tentes ont été incendiées. Il semble que le raid ait été [mené](#) par le DCIM - le département libyen contre la migration illégale - mais aussi par des milices comme le groupe Janzour. Plus de [600 réfugié.e.s](#) ont ensuite été détenu.e.s arbitrairement dans le centre de détention d'Ain Zara. L'équipe de MSF qui est venue en aide à certains de ces détenus a par la suite [indiqué](#) "avoir traité des patients présentant des blessures à l'arme blanche, des traces de coups et des signes de choc/traumatisme causés par les arrestations forcées. Parmi eux, il y avait des personnes qui avaient été battues et séparées de leurs enfants pendant les raids".
- Les raids qui ont conduit à la détention de plus de 600 personnes ont été les premières actions publiques du nouveau chef du DCIM, Mohammed Al-Khoja. [Al-Khoja](#) est également un chef de milice qui a été accusé à plusieurs reprises de trafic et de contrebande d'êtres humains. En outre, l'un des centres de détention les plus tristement célèbres où sont détenus les migrant.e.s - Tarik Al-Sikka - appartient à Al-Khoja lui-même.

## 14/12/2021-11/01/2022

- Les réfugié.e.s à **Tripoli** [manifestent](#) depuis plus de trois mois, réclamant protection et sécurité et demandant à la communauté internationale d'intervenir.

- Le 26 décembre 2021, [28 corps](#) ont été retrouvés à 90 kilomètres de Tripoli. Les corps étaient dans un état de décomposition avancé, ce qui indique que le naufrage a eu lieu quelques jours auparavant.
- Les élections présidentielles libyennes prévues le 24 décembre 2021 sont [reportées](#). La Chambre des représentants est censée proposer une nouvelle date pour les élections dans un délai de 30 jours.
- Plus de [160 personnes](#) se sont noyées dans deux naufrages au large des côtes libyennes, dans la semaine précédant le 25-26 décembre 2021. Le premier bateau transportait plus de 100 personnes, le second environ 60. Dans les mêmes jours, les soi-disant garde-côtes libyens ont intercepté 210 migrant.e.s sur un bateau en bois. Ces naufrages ont porté le nombre de morts en **Méditerranée centrale** en 2021 à au moins [1 506 personnes](#).
- Le 17 décembre 2021, les soi-disant garde-côtes libyens ont [intercepté](#) un bateau de migrant.e.s en Méditerranée centrale, en faisant des manœuvres dangereuses. Le bateau a tenté d'échapper aux garde-côtes pendant environ une heure, jusqu'à ce que son moteur se casse et que les personnes soient repoussées de force. En 2021, un nombre record [d'interceptions](#) a été effectué par les soi-disant garde-côtes libyens : **32 425 personnes ont été refoulées** vers la Libye. En 2020, le nombre d'interceptions était de 11 891.

### 30/11/2021-14/12/2021

- Le 13 décembre 2021, 176 demandeurs.ses d'asile [ont été évacué.e.s](#) de Libye vers un centre de transit du HCR au **Rwanda**.
- Le 10 décembre 2021, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié une [déclaration](#) dans laquelle il exprime son inquiétude face à une "série d'expulsions forcées de demandeurs d'asile et d'autres migrants en Libye, dont deux groupes importants de Soudanais au cours du mois dernier et un groupe de 24 Érythréens risquant apparemment de subir un traitement similaire". La déclaration appelle également la communauté internationale à garantir la diligence raisonnable en matière de droits humains dans tout soutien opérationnel et financier à la Libye en matière de migration et de gestion des frontières. Le 25 novembre 2021, l'OHCHR a publié le [rapport \*Unsafe and Undignified : The forced expulsion of migrants from Libya\*](#), soulignant le risque élevé d'expulsions arbitraires et collectives pour les migrant.e.s et les réfugié.e.s depuis les frontières terrestres extérieures de la Libye.
- Le 5 décembre 2021, des violences [ont éclaté](#) devant le bureau du HCR à **Tripoli**, où les migrant.e.s manifestent depuis octobre. Les migrant.e.s ont allumé un feu devant le bureau et lorsque la police est intervenue, la violence s'est intensifiée. Auparavant, le 24 novembre 2021, les forces libyennes avaient [brûlé](#) les tentes où s'abritaient les réfugié.e.s. Les

réfugié.e.s demandent que leurs droits soient [respectés](#) alors que leur situation reste critique.

- Le 2 décembre 2021, le **HCR** a [annoncé](#) que son centre communautaire de jour à Tripoli fermerait d'ici la fin de l'année en raison des protestations et des troubles continus qui ont eu lieu devant le centre au cours des deux derniers mois. L'agence des Nations Unies a annoncé qu'elle s'efforçait de trouver des solutions alternatives pour continuer à fournir une assistance médicale, psychologique et juridique aux demandeurs d'asile à Tripoli.
- [Saif al-Islam Kadhafi](#), le fils de **Kadhafi**, a gagné un appel devant la Cour de Sebha et se présente à nouveau aux élections. Auparavant, la commission électorale avait disqualifié sa candidature, ainsi que celle de 24 autres personnes, car ces candidats n'avaient pas un casier judiciaire vierge. **Saif al-Islam Kadhafi** est également recherché par la Cour pénale internationale pour des crimes de guerre présumés.
- Le 28 novembre 2021, le projet Outlaw Ocean et le New Yorker ont [publié](#) un ouvrage détaillé sur la situation des migrant.e.s en Libye. Cette publication est le résultat d'une **enquête** de 11 mois qui montre comment "à partir de la minute où les migrants sont ramenés à terre par les garde-côtes libyens, l'argent de l'UE est utilisé à pratiquement chaque étape pour payer la façon dont ils sont traités". Les recherches se concentrent sur le centre de détention d'**Al Mabani** à Tripoli, sur les "garde-côtes libyens" et sur le sort des migrant.e.s dans le pays. Les auteurs des rapports ont eux-mêmes été battus et incarcérés à Tripoli, accusés de parler "illégalement" aux migrant.e.s.
- Le Centre mixte des migrations vient de publier un [rapport](#) sur l'impact du **Covid19** sur les politiques migratoires méditerranéennes de l'UE en se concentrant sur la Libye.

### 16/11/2021-29/11/2021

- La [manifestation](#) des migrant.e.s et des réfugié.e.s devant le bâtiment du HCR à **Tripoli** débutée il y a près de 60 jours se poursuit.
- Le 24 novembre 2021, les soi-disant garde-côtes libyens ont tiré sur un bateau de migrant.e.s en détresse dans la zone SAR maltaise. Selon [Alarm Phone](#), 85 personnes étaient à bord et ont été [repoussées](#) vers la Libye, en violation des obligations internationales.
- Le 23 novembre 2021, l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Jan Kubis, a [démissionné](#) de manière inattendue, précisément un mois avant les élections présidentielles.
- Le 23 novembre 2021, le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'Homme, la Fédération internationale des droits de l'Homme et Avocats pour la justice en Libye, en collaboration avec des survivants, ont déposé une [communication](#) auprès de la Cour pénale



internationale pour "crimes contre l'humanité commis contre des migrant.e.s et des réfugié.e.s en Libye". Ils ont également publié un [rapport](#).

- Le 18 novembre 2021, les soi-disant garde-côtes libyens ont [menacé](#) de détourner le navire de sauvetage de l'ONG Sea Watch qui se trouvait dans les eaux internationales, à 40 miles des côtes libyennes. Plus tard dans la journée, les garde-côtes ont également exhorté Sea Watch d'arrêter son moteur, menaçant de l'abattre.
- Le HCR a déclaré le vendredi 18 novembre 2021 que les soi-disant garde-côtes libyens ont intercepté [302 migrant.e.s](#) et les ont débarqué.e.s à **Tripoli** et à **Zawiya**. Jusqu'à présent en 2021, [30 104 personnes](#) ont été interceptées et repoussées en Libye selon l'OIM.
- Le 17 novembre 2021, [75 personnes](#) ont péri dans un naufrage au large des côtes libyennes. Seules 15 personnes ont survécu et ont été secourues par des pêcheurs qui les ont amenées à **Zwara**.
- La commissaire européenne **Ylva Johansson** a rencontré le vice-président libyen du Conseil présidentiel Moussa al-Koni pour discuter de la gestion des migrations dans le pays. Elle a [qualifié](#) la réunion d'ouverte et constructive et a réitéré l'engagement de l'UE à aider la Libye à gérer ses frontières.
- Toutes les candidatures pour les élections du 24 décembre ont été [présentées](#). Le nombre total de candidats est de 98, dont Aguila Saleh (actuel président de la Chambre des représentants), Abdulhamid Dbeibah (actuel Premier ministre), Fathi Bashagha (ancien ministre de l'Intérieur) et Khalifa Haftar. Le 24 novembre 2021, la commission électorale a [rejeté](#) la candidature de Saif al-Islam Kadhafi, l'un des fils de **Kadhafi**.
- Le New Humanitarian a publié un [guide interactif](#) sur la situation de la recherche et du sauvetage en Méditerranée. Le guide montre les différents scénarios et acteurs impliqués dans les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, ainsi que les résultats (naufrages, interceptions, sauvetages) résultant des différents scénarios.

## **25/10/2021 - 15/11/2021**

- Les « garde-côtes » libyens ont procédé à un nombre sans précédent d'interceptions, [28.636 personnes](#) ayant été renvoyées de force dans le pays depuis le début de l'année 2021.
- Depuis plus de [40 jours](#), les migrant.e.s et les demandeurs.ses d'asile manifestent devant le bureau du Haut Commissariat aux Réfugiés à Tripoli pour dénoncer les conditions inhumaines auxquelles ils.elles sont confrontés dans le pays.
- Le 7 octobre 2021, le Conseil de l'Union européenne a publié le [Plan d'action sur les migrations pour la Libye](#). Ce plan souligne l'engagement de l'UE à poursuivre le renforcement des capacités des « garde-côtes » libyens, à

travailler avec EUBAM Libya (*la Mission d'assistance de l'UE pour une gestion intégrée des frontières en Libye*) et Frontex pour améliorer la capacité de gestion des frontières de la Libye en étroite collaboration avec l'initiative [Team Europe](#) proposée sur la route de la Méditerranée centrale. Il mentionne également que d'autres instruments financiers de l'UE, tels que le Fonds « Asile, migration et intégration » (AMIF) et l'instrument de gestion des frontières et des visas (BMVI), peuvent contribuer à la dimension externe de la migration. En ce qui concerne les prochaines étapes à franchir, le plan mentionne un renforcement de la coopération entre l'Union Africaine, l'UE et les Nations unies, notamment en ce qui concerne les vols d'évacuation vers le Niger et le Rwanda, et l'établissement d'une plateforme de dialogue sur les migrations après les élections en Libye.

- Le 12 novembre, une [conférence](#) internationale sur la Libye s'est tenue à Paris. Le principal sujet abordé était l'élection présidentielle du 24 décembre. Au cours de la même semaine, la Libye a ouvert l'inscription des candidats aux élections. Selon certaines rumeurs, des acteurs controversés comme [Saif al Islam](#) et Khalifa Haftar pourraient s'inscrire comme candidats. L'actuel Premier ministre Dbeibah pourrait également se présenter aux élections. Les acteurs internationaux craignent que les élections ne soient sous pression en raison de la reprise des troubles entre les factions locales. Certains craignent que certaines des factions ne reconnaissent pas le vote et que le conflit s'intensifie. Un autre élément conflictuel sur le terrain est la présence de troupes étrangères et de mercenaires. Le 11 novembre, les forces basées à l'est ont déclaré qu'elles allaient rapatrier [300 mercenaires](#) étrangers.

#### 05/10/2021 - 25/10/2021

- Entre le 3 et le 16 octobre 2021, [882 personnes](#) ont été interceptées en mer et renvoyées de force en Libye par les soi-disant garde-côtes libyens. Entre le 17 et le 23 octobre, [846 migrant.e.s ont](#) été interceptés en mer et renvoyés en Libye. Le 23 octobre 2021, [198 personnes](#) sur deux bateaux ont été retournées à **Zawiya** et **Tripoli**.
- Le 22 octobre 2021, le navire de sauvetage de MSF **GeoBarents** a sauvé [36 personnes](#) d'un bateau en bois dans les eaux internationales et [65 autres personnes](#) d'un bateau pneumatique en détresse. Il y a actuellement [296 personnes](#) secourues à bord du GeoBarents.
- Le 15 octobre 2021, **EuroMed Rights**, le Cairo Institute for Human Rights Studies, la Libya Platform et l'Association for Juridical Studies on Immigration (ASGI) ont [dénoncé](#) le niveau de violence sans précédent à l'encontre des migrant.e.s et des réfugié.e.s en Libye, où plus de 5 000 migrant.e.s [ont été détenu.e.s](#) lors des raids, dont de nombreux enfants et

femmes, et où au moins 6 personnes ont été tuées. Dans le centre de détention de **Shara Zawiya**, [l'équipe de MSF](#) a vu plus de 550 femmes et enfants s'entasser dans les cellules, y compris des femmes enceintes et des nouveau-nés, et environ 120 personnes partager une seule toilette. MSF a également [dénoncé](#) le fait que "de nombreuses personnes capturées auraient été soumises à de graves violences physiques, y compris des violences sexuelles". Depuis le 4 octobre 2021, le bureau du [HCR à Tripoli](#) a fermé en raison des tensions croissantes, tandis que des centaines de réfugié.e.s se sont rassemblé.e.s devant le bureau du **HCR** pour demander une protection. Le 22 octobre 2021, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés a [déclaré](#) que "le gouvernement libyen doit immédiatement remédier à la situation désastreuse des demandeurs d'asile et des réfugiés, d'une manière humaine et conforme au droit international des droits de l'Homme".

- Au moins 15 personnes sont [mortes](#) au large de **Sabratha**, en Libye, lorsqu'un bateau avec environ 105 personnes à bord a chaviré. Alarm Phone avait alerté les autorités plusieurs heures auparavant, mais personne n'a secouru les personnes en détresse. Le 6 octobre 2021, au moins [17 corps](#) ont été rejetés sur une plage libyenne à la suite d'un naufrage meurtrier au large des côtes libyennes.
- Le 12 octobre 2021, l'Institut du Caire pour les études sur les droits humains et la Plateforme Libye ont [publié](#) leur mise à jour semestrielle sur la situation des droits humains en Libye, Processus de paix et légitimité des élections en Libye menacés par le manque de responsabilité et d'état de droit.
- Malgré la persistance des violations et des abus documentés en Libye, la **Commission européenne** a récemment [annoncé](#) son intention de livrer de [nouveaux patrouilleurs](#) de classe "P150" aux garde-côtes libyens, qui seront utilisés pour intercepter et renvoyer de force les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les horreurs de la Libye.
- 

### **23/09/2021-05/10/2021**

- Plusieurs organisations [ont dénoncé](#) les pratiques inhumaines actuelles de **déportations de migrant.e.s de pays subsahariens de la Tunisie vers la Libye**. Ces déportations concernent de nombreuses femmes, y compris des femmes enceintes et des enfants. La dernière a eu lieu le 27 septembre 2021, impliquant une centaine de personnes. Plusieurs violations des droits humains ont été documentées, notamment des menaces, l'absence d'assistance médicale, des mauvais traitements et des violences, ainsi que des arrestations et détentions arbitraires.
- Le 1er octobre 2021, les autorités libyennes chargées de la sécurité ont mené des **raids contre des milliers de migrant.e.s**, dont des centaines de

femmes et d'enfants, dans la ville occidentale de **Gargaresh**, près de Tripoli, et ont détenu 4 000 d'entre eux.elles. Au cours de ces opérations, un migrant a été tué et 15 autres blessés. [Selon l'ONU](#), des migrant.e.s non armé.e.s ont été harcelé.e.s dans leurs maisons, battu.e.s et abattu.e.s. Un responsable du gouvernement libyen a déclaré que les autorités allaient « expulser le plus grand nombre possible » de migrant.e.s vers leur pays d'origine. EuroMed Rights [a réaffirmé](#) que la seule solution est d'ouvrir des couloirs humanitaires pour permettre aux gens d'échapper à la violence et aux mauvais traitements en Libye. Regarder [l'interview de Sara Prestianni, Responsable du programme "Migration et Asile" d'EuroMed Droits](#), sur Al Jazeera.

- Le 4 octobre 2021, la Mission d'enquête indépendante sur la Libye a [publié](#) un [rapport](#) apportant des preuves de crimes de guerre commis depuis 2016 en Libye, alors que les violences contre les migrant.e.s en prison s'apparentent à des **crimes contre l'humanité**.
- Le 3 octobre 2021, selon le HCR, les **garde-côtes libyens** ont intercepté et renvoyé en Libye plus de [550 migrant.e.s](#) à bord de deux bateaux. Le 2 octobre 2021, 89 personnes, dont 8 femmes et 3 enfants, ont été renvoyées de force à **Tripoli**. 2 cadavres ont été récupérés. [40 autres personnes sont toujours portées disparues](#) et on craint qu'elles soient mortes.
- Médecins sans frontières (MSF) a repris ses opérations dans les [centres de détention de Tripoli](#), près de 3 mois après avoir suspendu ses activités médicales dans ces centres.
- Entre le 19 et le 25 septembre, [865 migrant.e.s](#) ont été intercepté.e.s en mer et renvoyé.e.s en Libye par les soi-disant garde-côtes libyens. 25 285 personnes ont été renvoyées de force en Libye jusqu'à présent en 2021.
- Le 30 septembre 2021, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la [prolongation](#) de la mission de l'ONU en Libye (**UNSMIL**) jusqu'après les élections du pays, fin décembre.
- Le 26 septembre 2021, le célèbre trafiquant d'êtres humains libyen, **Abdel-Rahman Milad** (connu sous le nom d'**Al-Bidja**), a été [nommé](#) officier à l'Académie navale libyenne et chef des garde-côtes de la région occidentale par le gouvernement libyen d'entente nationale (GNA).
- Sea-Watch a publié [sa fiche mensuelle d'informations](#) aéroportées de juillet 2021 avec un aperçu des opérations menées et des personnes et bateaux en détresse en mer.

#### **06/09/2021 - 22/09/2021**

- Entre le 12 et le 18 septembre 2021, [819 migrant.e.s](#) ont été intercepté.e.s en mer et renvoyé.e.s de force en Libye. 24 410 personnes ont été renvoyées de force en Libye jusqu'à présent en 2021.

- Entre le 18 et le 20 septembre 2021, le navire Ocean Viking de l'ONG SOS Méditerranée a secouru [129 personnes](#) au cours de différentes opérations. Le 20 septembre 2021, 6 personnes ont été évacuées médicalement, tandis que 123 personnes restent à bord en attendant un port de débarquement sûr.
- Le dernier [rapport](#) du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sur la Libye dénonce avec force les violences et abus sexuels continus contre les migrant.e.s et réfugié.e.s dans les centres de détention, dont de nombreux enfants, de la part des milices, des trafiquants ainsi que des officiers du ministère de l'Intérieur. Il dénonce également "les restrictions continues à l'accès humanitaire et à la surveillance par les agences humanitaires dans l'ouest de la Libye".
- Le 8 septembre 2021, le Haut Représentant Josep Borrell a [rencontré](#) à Tripoli le gouvernement libyen pour discuter des futures relations UE-Libye.

### 19/08/2021 – 06/09/2021

- Le 2 septembre 2021, le Sea-Eye 4 a secouru [29 personnes](#), dont quatre bébés et deux femmes enceintes de neuf mois, qui ont maintenant besoin d'un port de débarquement sûr et urgent.
- En une semaine seulement, entre le 22 et le 28 août, [1 131 migrant.e.s](#) ont été intercepté.e.s en mer et renvoyé.e.s de force en Libye.
- Le 28 août 2021, le navire de sauvetage Astral de l'ONG Open Arms a [secouru](#) 103 personnes en détresse en mer en Méditerranée centrale.
- Le 22 août 2021, au moins [16 personnes](#), dont une femme et un enfant, sont mortes dans un naufrage au large de **Zuwara**. 48 autres ont survécu.
- Une [interview](#) de **Tarik Lamloum** de l'ONG libyenne Belaady sur la situation des droits humains en Libye, a été publiée.
- Selon le [rapport de l'OIM sur les migrants en Libye de mai à juin 2021](#), "88 % des migrant.e.s ont déclaré que des raisons économiques étaient le principal motif de leur migration vers la Libye".

### 27/07/2021 - 19/08/2021

- En deux jours seulement, les 30 et 31 août 2021, plus de [1 000 migrant.e.s](#) ont été intercepté.e.s par les soi-disant **garde-côtes libyens** et renvoyé.e.s de force en Libye. Entre le 8 et le 14 août, 1 788 migrant.e.s ont été intercepté.e.s en mer et renvoyé.e.s de force en Libye, ce qui porte à 22 045 le nombre total de personnes renvoyées en Libye à ce jour en 2021, [selon l'OIM Libye](#).
- Le 27 juillet 2021, les soi-disant garde-côtes libyens ont [menacé](#) d'arrêter l'équipage à bord du navire de l'ONG **SeaWatch3** en l'accusant faussement de se trouver dans la zone exclusive libyenne sur laquelle ils ont juridiction.

Cependant, la zone SAR libyenne est constituée d'eaux internationales, et non d'eaux libyennes, et ne représente pas un droit d'intervention exclusif.

### **06/07/2021 - 27/07/2021**

- Le 26 juillet 2021, un [nauffrage](#) meurtrier au large de Khums, en Libye, a fait au moins 57 morts, dont 20 femmes et deux enfants.
- Le 15 juillet 2021, Amnesty International a [dénoncé](#), dans un rapport, la complicité européenne dans "d'horribles violations, notamment des violences sexuelles, à l'encontre d'hommes, de femmes et d'enfants vivant dans des camps de détention libyens après avoir été renvoyés de la Méditerranée".
- Le 21 juillet 2021, au moins 20 personnes se sont noyées au large de la Libye et plus de 230 autres [ont été interceptées](#) et renvoyées de force en Libye. Le 12 juillet 2021, au moins 20 personnes sont mortes dans [deux naufrages](#) au large de la Libye et de la Tunisie.
- Le 14 juillet 2021, dans une [déclaration commune](#), l'Union africaine, l'Union européenne et les Nations unies s'inquiètent "des près de 6.000 migrant.e.s et demandeurs.ses d'asile parmi les plus vulnérables actuellement détenus arbitrairement dans des centres de détention par les autorités libyennes". Dans le même temps, selon un document divulgué et vu par l'EUObserver, l'UE envisage une [mission militaire](#) en Libye.
- Entre le 4 et le 10 juillet 2021, [326 migrant.e.s](#) ont été intercepté.e.s en mer et renvoyé.e.s de force en Libye. En trois jours seulement, entre le 20 et le 23 juillet 2021, plus de 1.500 personnes [ont été interceptées](#) par les "gardes-côtes" libyens. Selon un [récent rapport](#) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), intitulé « Migrant deaths on maritime routes to Europe », plus de 31.500 personnes ont été interceptées ou secourues par les autorités nord-africaines au cours du premier semestre 2021, dont plus de 15.300 personnes qui ont été renvoyées de force en Libye au cours des six premiers mois de 2021 (trois fois plus que pour la même période en 2020).

### **22/06/2021 - 5/07/2021**

- Entre le 1er et le 3 juillet 2021, les corps d'au moins 20 personnes, dont un enfant et une femme, [ont été rejetés](#) sur le rivage en Libye.
- Le 22 juin 2021, suite aux violences continues contre les migrant.e.s détenu.e.s dans les centres de détention libyens, [MSF a annoncé](#) qu'elle était contrainte de suspendre ses activités dans les centres de détention de Mabani et d'Abu Salim.
- Près de 15.000 personnes ont été [renvoyées de force](#) en Libye au cours des six premiers mois de 2021, un nombre record.